

JO 2024 : des lycéens et étudiants recrutés pour assurer la sécurité aux abords des sites olympiques

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, l'avait évoqué : on va former des jeunes pour surveiller les abords des manifestations ou assurer le filtrage et les palpations à l'entrée des stades lors des Jeux olympiques de Paris. Les pouvoirs publics espèrent attirer 3 000 recrues.

Abonnés Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.



Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Stade de France, en septembre 2022. Les lycéens et étudiants recrutés pourraient être amenés à effectuer des contrôles de sécurité à l'entrée de certains sites olympiques. (Illustration) LP/Arnaud Journois

Par Gwenael Bourdon

Le 2 mars 2023 à 14h18

Le procédé est inédit. Pour faire face aux [énormes besoins en sécurité privée des Jeux olympiques de Paris](#), les pouvoirs publics recrutent désormais... dans les lycées et universités d'Île-de-France. En témoigne ce mail, tombé il y a quelques jours dans les messageries des lycéens d'un établissement de Seine-Saint-Denis, entre deux informations sur les inscriptions à Parcoursup : « Les services de l'État souhaitent former et recruter 3 000 étudiants et jeunes (...) pour la surveillance des abords des manifestations ou encore le contrôle de sécurité à l'entrée des stades. »

Des missions « compatibles avec la poursuite d'études », et pour lesquels les jeunes sont incités à s'inscrire à une formation de 106 heures ne remettant pas en cause le bénéfice d'une bourse d'études. Voilà qui pourrait en appâter plus d'un, parmi [des étudiants dont la précarité a régulièrement défrayé la chronique au](#) cours de ces derniers mois.

Trois semaines de formation gratuite et rémunérée

Attention, il faut, pour postuler, remplir quelques conditions : être majeur au plus tard en juin 2024, avec un casier judiciaire vierge et justifier de cinq ans au moins de présence sur le sol français (disposition imposée désormais à l'ensemble des agents de sécurité privée par [la loi Sécurité globale](#)).

La formation proposée aux étudiants est plus courte que celle permettant de devenir agent de sécurité. Elle ne dure que trois semaines (dont l'une peut être suivie en ligne et à distance), au lieu de cinq. Elle permet de décrocher un certificat de qualification

professionnelle intitulé « Participer à la sécurité des grands événements ».

Point notable : elle est gratuite et rémunérée, à hauteur de 352 euros pour les moins de 26 ans, 482 euros pour les plus âgés. Ceux qui résident en Île-de-France et iront au bout du programme pourront aussi toucher une prime du conseil régional de 600 euros.

[À lire aussi](#) Sécurité des Jeux olympiques 2024 : «Paris n'aura jamais vu autant de policiers»

Les étudiants ainsi formés seront « agents de sécurité événementielle », avec une carte professionnelle temporaire, valable jusqu'à la mi-2025. À ce titre, ils pourront effectuer les tâches de contrôle d'accès, de filtrage, de palpations aux abords des sites de compétition sportive durant [les Jeux de Paris](#). Le job ne garantit donc pas, loin de là, de pouvoir assister aux épreuves olympiques !

S'inscrire à la newsletter [Toutes les newsletters](#)

« La sécurité se joue d'abord à l'entrée des sites », confirme Nadine Crinier, directrice régionale de [Pôle emploi](#) Île-de-France, qui souligne cependant qu'une réflexion a été engagée sur les attentes des jeunes recrues, et la création d'une « communauté » — laquelle pourra par la suite accéder à d'autres événements culturels et sportifs. « Les jeunes sondés y voient aussi une ligne en plus sur leur CV, utile pour demander un stage, un emploi », poursuit Nadine Crinier.

Des opportunités d'emploi hors JO ?

« Dès la fin de leur formation, les candidats seront mis en relation avec des entreprises qui recrutent déjà », assure encore Nadine Crinier, évoquant la sécurité privée mais aussi les professionnels de la sécurité événementielle. Toutefois, les jeunes ainsi formés ne seront pas des vigiles à part entière. Avec une certification d'« agents de sécurité événementielle », ils ne pourront être recrutés que pour les événements (matches, festivals, concerts) rassemblant plus de 300 personnes.

C'est là que le bât blesse, estime Florent Lecoq, négociateur de la CGT dans la sécurité privée qui a participé aux discussions autour de cette nouvelle qualification. « Ces événements ne représentent que 4 % du marché de [la sécurité](#). C'est comme si vous embauchiez un boulanger qui n'a le droit de faire que le nappage chocolat des pâtisseries. Légalement, ces étudiants ne pourront pas travailler de nuit, être gardien, faire des rondes... Ceux qui veulent un métier en parallèle de leurs études devraient pouvoir faire la formation complète de cinq semaines. »

Du côté de Pôle emploi, on précise que les jeunes n'auront pas le choix et devront dans un premier temps se contenter des 106 heures prévues. Il sera possible ensuite de passer un module complémentaire de 69 heures, mais cela supposera de se représenter à un examen.

474 réponses d'étudiants déjà intéressés

Pour l'heure, l'information n'a été diffusée que dans les établissements scolaires d'Île-de-France. « Pôle emploi et les rectorats se partagent les rôles. Les équipes éducatives disposent d'un kit d'information pour renseigner les élèves. Ceux-ci peuvent

utiliser un QR Code pour accéder à la page Internet qui donne toutes les précisions. Ceux qui sont intéressés remplissent une fiche avec leurs coordonnées en ligne, pour être recontactés par Pôle emploi », indique Nadine Crinier. En quelques jours, ses équipes ont déjà collecté 474 fiches de potentiels candidats.

Virgile Jossinet fait partie de ces derniers. Étudiant en première année de fac d'anglais à Cergy (Val-d'Oise), le jeune homme de 21 ans a été prévenu par un mail du Crous. « Je me suis dit que ça pouvait être sympa de participer aux JO d'une façon ou d'une autre, explique-t-il, ça n'arrive pas souvent les Jeux en France. Je m'étais inscrit [au tirage au sort](#) pour y assister en spectateur. Mais quand j'ai vu que les places étaient entre 70 et 120 euros pour une seule épreuve... En tant qu'étudiant je ne peux pas me le permettre. »

À lire aussi Paris 2024, une occasion en or pour les jeunes des quartiers : «Ils ne veulent pas être les oubliés des JO»

Alors, pourquoi ne pas profiter des Jeux en faisant la sécurité ? « C'est plus sympa que travailler à l'usine ou dans les champs », explique ce sportif originaire du Lot-et-Garonne qui pratique escalade, course à pied, judo et musculation à ses moments perdus. Même s'il ne veut pas en faire son métier, Virgile compte également sur la formation sécurité pour l'aider « à avoir accès à d'autres jobs ensuite ».

Un dispositif un peu « complexe », selon un patron du secteur

Comme les autres candidats, l'étudiant de Cergy sera ensuite orienté vers un organisme de formation dûment habilité. Mille neuf cents formations sont programmées en 2023, 1 100 en 2024. « Est-ce que ces jeunes vont vraiment travailler une fois cette formation terminée ? Est-ce qu'une formation de trois semaines était vraiment nécessaire pour assurer la palpation et le contrôle des badges ? » s'interroge un patron du secteur de la sécurité privée, qui juge le dispositif un brin « complexe ».

L'effort reste de toute façon marginal, au regard des enjeux liés aux JO de 2024 : [la Cour des comptes](#) a récemment jugé impossible de recruter les 22 000 à 30 000 agents de sécurité privée nécessaires, et a appelé les organisateurs à plancher sur des « scénarios alternatifs ». Le comité d'organisation (COJOP) dévoiler très prochainement le nom des premières entreprises désignées pour les marchés de sécurité des JO.

Virgile, lui, attend l'été 2024 avec impatience. « Même si je n'assiste pas aux épreuves, je vais participer à cet événement. Il doit y avoir une ambiance incroyable, non ? »